

taxes des écoles rurales, dont les particularités ne paraissent pas dans les rapports publiés. Toutefois, en Nouvelle-Ecosse depuis 1943, en vertu d'un programme pour l'établissement d'"unités scolaires plus grandes", quelques municipalités imposent et perçoivent les taxes scolaires pour les commissions scolaires rurales situées dans leurs limites. Un programme semblable a depuis lors été inauguré au Nouveau-Brunswick, de sorte que des chiffres plus complets sont maintenant disponibles à mesure que les unités scolaires plus grandes sont établies. Les chiffres de l'Alberta sont incomplets avant 1943, parce que les taxes municipales ne comprennent pas certaines taxes d'école et d'hôpital non perçues par la municipalité ou considérées comme taxes de "fiducie". Cette lacune est comblée dans les chiffres de 1943 et il en est fait mention au renvoi 9 du tableau 38, p. 1041. Dans le Québec, bien que les taxes scolaires, à peu d'exceptions près, soient imposées et perçues par les corporations scolaires qui fonctionnent indépendamment des autorités municipales, elles sont néanmoins comprises dans ce tableau pour obtenir une comparabilité interprovinciale plus grande. Il ressort donc de ce qui précède que les chiffres du tableau 38, sauf dans le cas du Québec, ne représentent que le montant des taxes imposées, perçues et en souffrance des municipalités et ne comprennent les taxes scolaires que dans la mesure où elles sont aussi imposées et perçues par les municipalités en faveur des autorités scolaires locales. Les taxes scolaires en dehors des organismes municipaux incorporés ne sont pas comprises.

38.—Taxation municipale, par province, 1942-1945

NOTA.—Voir texte à la p. 1039 pour les limites de la comparabilité des statistiques.

Province et année	Imposition de taxe	Perception de taxes courantes et en souffrance		Taxes à recevoir (courantes et en souffrance)	Propriétés acquises pour taxes	Taxes totales à recevoir et propriétés acquises pour taxes	
		Total	% d'imposition			Total	% d'imposition
	\$	\$		\$	\$	\$	
Ile du Pr.-Edouard—							
1942.....	335,133	321,841	96.0	163,461	2	163,461	48.8
1943.....	339,632	344,677	101.5	152,766	2	152,766	45.0
1944.....	337,233	334,713	99.3	150,712	2	150,712	44.7
1945.....	377,487	379,576	100.6	146,975	2	146,975	38.9
Nouvelle-Ecosse—							
1942.....	8,357,835	8,667,004	103.7	5,146,589	2	5,146,589	61.6
1943.....	9,084,299	9,446,146	104.0	4,606,728	304,148	4,910,876	54.1
1944.....	9,584,165	9,750,605	101.7	3,771,845	257,623	4,029,468	42.0
1945.....	10,046,450	10,216,800	101.7	3,386,493	232,397	3,619,390	36.0
Nouv.-Brunswick—							
1942.....	5,120,066 ³	5,618,872 ³	109.7	4,515,132	2	4,515,132	71.0
1943.....	5,082,812 ³	5,462,616 ³	107.5	3,925,587	2	3,925,587	77.2
1944.....	5,377,195 ³	5,514,272 ³	102.5	3,526,083	2	3,526,083	65.6
1945.....	6,708,555 ³	6,545,264 ³	97.6	3,375,399	2	3,375,399	50.3
Québec—							
1942.....	77,003,966	29,783,003 ⁴	103.6 ⁴	37,708,154	2	37,708,154	49.0
1943.....	75,906,155	77,519,824	102.1	26,090,374	16,584,003 ⁵	42,644,382	56.2
1944.....	74,428,078	31,008,750 ⁶	91.8 ⁶	19,553,478	14,756,456 ⁵	34,309,934	46.1
1945.....	"	"	"	"	"	"	"
Ontario—							
1942.....	110,277,001	115,283,970	104.5	19,673,211	14,395,229	34,068,440	30.9
1943.....	111,546,480	114,331,179	102.4	17,002,865	12,872,532	29,875,387	26.8
1944.....	111,380,748	114,435,002	102.7	13,977,678	13,422,460	27,400,138	24.6
1945.....	108,162,977	110,003,248	101.7	11,722,272	11,430,367	23,152,639	21.4

Renvois à la fin du tableau, p. 1041.